

Coupe du monde de football 2026

Pour que le pari reste un plaisir,
15 mesures urgentes
pour encadrer le secteur

Juin 2026



➔ La Coupe du monde de football 2026 s'annonce comme un nouveau record pour les paris sportifs. Derrière cet essor économique se cachent pourtant des conséquences sanitaires et sociales préoccupantes : **addiction, endettement, problèmes de santé mentale...**

Pour que le pari reste un plaisir, la Fédération Addiction propose **15 mesures pour mieux encadrer le secteur.**



Alors que la Coupe du monde de football 2026 rassemble des millions de supporters, un autre phénomène accompagne désormais systématiquement les grandes compétitions sportives : l'explosion des paris sportifs.

Depuis l'ouverture à la concurrence du marché des jeux d'argent en ligne, **les paris sportifs connaissent une croissance spectaculaire.**

Selon l'Autorité nationale des jeux (ANJ), les mises atteignent des niveaux records à chaque grande compétition internationale. Lors de la Coupe du monde 2022, près de 600 millions d'euros ont été misés en ligne en France, soit **une hausse de plus de 56% par rapport à l'édition précédente.** Plus largement, le secteur des jeux d'argent et de hasard a atteint un niveau historique de revenus en France, porté notamment par les paris sportifs en ligne.

Cette croissance n'est pas sans conséquences. L'ANJ estime que **600 000 joueurs ont une forte probabilité d'être excessifs et qu'ils représentent à eux seuls 60% du produit brut des jeux.** Les jeunes sont particulièrement concernés. Les paris sportifs constituent aujourd'hui la principale porte d'entrée des jeunes dans les jeux d'argent et de hasard. Malgré leur interdiction aux mineurs, les enquêtes montrent que de nombreux adolescents y ont déjà été exposés ou y ont déjà joué.

Cette situation est alimentée par une pression marketing devenue omniprésente. Publicités diffusées avant, pendant et après les rencontres, influenceurs, partenariats avec des clubs, utilisation de l'image de sportifs de haut niveau : **les opérateurs de paris brouillent délibérément les frontières entre passion du sport et incitation au jeu.** Pour beaucoup de supporters, parier apparaît désormais comme une composante normale du spectacle sportif. Ces stratégies marketing ne sont pas neutres : elles ciblent prioritairement **les jeunes hommes, en particulier ceux issus des quartiers populaires,** qui constituent aujourd'hui le cœur de cible du développement des paris sportifs.

Cette dynamique est d'autant plus préoccupante qu'elle ne s'accompagne pas, en cette année de coupe du monde, de campagnes de prévention d'ampleur des pouvoirs publics.

Pourtant, les conséquences du jeu problématique peuvent être lourdes : **endettement, perte de contrôle, souffrance psychologique, risque suicidaire, difficultés familiales, scolaires ou professionnelles, délinquance financière.** Elles aggravent également les inégalités sociales, les personnes les plus fragiles économiquement étant aussi les plus vulnérables aux conséquences financières du jeu excessif. Les professionnels de l'addictologie voient arriver de plus en plus de joueurs en difficulté alors même que les dispositifs de prévention, de réduction des risques et d'accompagnement demeurent insuffisamment dotés. Face à l'augmentation continue des pratiques de jeu et à la montée des situations problématiques, nous faisons aujourd'hui face à une véritable urgence sanitaire.

La Fédération Addiction ne s'oppose pas aux paris sportifs. Mais comme pour l'alcool, le tabac ou d'autres activités à risque, leur développement doit s'accompagner de règles de protection adaptées aux enjeux de santé publique.

À l'occasion de la Coupe du monde 2026, nous appelons les pouvoirs publics à agir pour mettre fin à la banalisation des paris sportifs et mieux protéger les jeunes et les publics les plus vulnérables. Les stratégies économiques ne doivent plus prendre le pas sur les enjeux de santé publique. Alors que les dommages liés aux jeux d'argent se concentrent de plus en plus sur les populations les plus fragiles, **il est urgent de faire de cette question une priorité sanitaire et sociale.**

Pour que le pari sportif reste un plaisir, il est urgent de mieux encadrer le secteur.



➔ Réduire fortement la pression publicitaire

1. **Interdire la publicité pour les paris sportifs pendant les retransmissions sportives** (« *whistle to whistle ban* »), du début de l'avant-match à la fin de la rencontre.
2. **Interdire les offres promotionnelles, bonus et mécanismes de gratification financière** incitant à jouer davantage ou à augmenter les mises.

➔ Préserver l'intégrité du sport et mettre fin à la confusion entre supporter et parieur

3. **Interdire** aux sportifs, entraîneurs, consultants, commentateurs et autres personnalités du sport **de promouvoir les paris sportifs**, directement ou indirectement.
4. **Interdire le sponsoring** des compétitions, clubs, équipes **et événements sportifs** par les opérateurs de paris sportifs.

➔ Mieux protéger les joueurs

5. **Créer un identifiant unique du joueur**, commun à l'ensemble des opérateurs agréés, afin de faciliter le suivi des dépenses et rendre plus efficace les dispositifs d'auto-exclusion.
6. **Imposer aux opérateurs d'informer chaque joueur**, de manière claire, personnalisée et régulière, du montant total de ses pertes, de ses gains, du temps consacré au jeu et de l'évolution de ses dépenses.
7. **Rendre obligatoire la mise en place** sur chaque plateforme **d'un algorithme de détection des joueurs concernés par le jeu problématique**, assorti d'actions d'accompagnement effectives.



→ Protéger les jeunes et investir dans la prévention

8. **Faire respecter effectivement l'interdiction des jeux d'argent et de hasard aux mineurs** en renforçant les contrôles et les sanctions.
9. **Déployer des campagnes nationales de prévention** à destination des adolescents, des jeunes adultes et de leurs familles.
10. **Renforcer durablement les moyens des structures spécialisées** (centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, consultations jeunes consommateurs, maisons des adolescents) afin de garantir l'accueil, l'accompagnement et la prise en charge des personnes confrontées à des problèmes liés aux jeux d'argent.
11. **Financer, au besoin par une taxe spécifique sur les opérateurs, les actions de prévention, de réduction des risques et d'aller-vers**, notamment dans les quartiers populaires et les espaces numériques fréquentés par les jeunes.

→ Renforcer les pouvoirs de l'Autorité nationale des jeux

12. **Donner à l'Autorité nationale des jeux (ANJ) le pouvoir effectif de sanctionner par des amendes, voire des retraits de licence** pour les cas les plus graves, les opérateurs qui ne respecteraient pas les règles en matière de message publicitaire (promesse d'enrichissement, valorisation de la réussite sociale, ciblage des publics vulnérables) ou d'information et protection des joueurs.

→ Mettre la santé publique au cœur de la régulation

13. **Faire de la politique des jeux d'argent et de hasard une politique interministérielle associant pleinement les ministères chargés de la Santé, de l'Éducation et de la Jeunesse**, et non plus une politique pilotée principalement sous l'angle économique et fiscal.
14. **Renoncer à toute extension du marché des jeux d'argent et de hasard** tant que les dispositifs de protection des joueurs, de prévention et d'accompagnement n'auront pas été significativement renforcés.
15. **Augmenter les financements consacrés à la recherche, à la prévention, à la réduction des risques et à l'évaluation des politiques publiques en matière de jeux d'argent et de hasard**, notamment en ce qui concerne leurs impacts dans les catégories sociales les moins favorisées.



FÉDÉRATION
ADDITION
Prévenir | Réduire les risques | Soigner

infos@federationaddiction.fr

Tel. 01.43.43.72.38

federationaddiction.fr

La **Fédération Addiction** est un réseau d'associations et de professionnels-les de l'addictologie. Son ambition: développer des réponses adaptées aux addictions, qui placent l'usager-ère au centre. Avec 850 établissements et services de santé adhérents et plus de 500 adhérents-es individuels-les (professionnels-les du soin, de l'éducation, de la prévention, de l'accompagnement et de la réduction des risques), la Fédération Addiction est le premier réseau d'addictologie de France.